

Augmentation du SMIC, des salaires

Chiffrages et logique

Frédéric Boccara
Clément Roll

Pour répondre à la colère exprimée par le mouvement des « gilets jaunes », le PCF montre qu'il est possible d'augmenter le SMIC et l'ensemble des salaires... à condition de s'attaquer au capital et à son coût. Voici les éléments du calcul.

- Niveau du SMIC horaire net actuel = 7,61 euros (9,88 euros brut) ; SMIC mensuel = 1 153 euros (1 498 euros brut)
- Augmentation = +1,32 euros de l'heure ; + 200 euros par mois (+260 euros bruts, avec 60 euros de cotisations sociales)
- Cela ferait 8,93 euros nets / heure ; 1 353 euros nets (1 760 euros bruts). Attention, beaucoup de smicard.e.s touchent moins, car ils ont un emploi à temps partiel.

A- Que demandons-nous, qui cela concerne-t-il et combien ça coûte ?

1. Augmentation du SMIC de 200 euros nets par mois et par personne¹, et donc environ 260 euros bruts car il faut aussi financer la protection sociale = +17 % d'augmentation. Cela concerne près de 4 millions de personnes, dont 2,1 millions dans les entreprises (y compris intérim), 310 000 dans le secteur domestique, 400 000 apprentis, 900 000 dans la fonction publique (hospitalière notamment) = **12,5 milliards d'euros pour une année.**
2. Mais aussi cela concerne les salariés qui gagnent actuellement moins de 1 353 euros nets, qui ne sont actuellement pas smicards et se retrouveraient en-dessous du SMIC après l'augmentation. Au total SMIC pour « rattrapés » = 20 % des salarié.e.s, dont 30 % des salariées. **Peut-être 6 milliards de plus.**
3. Il faut augmenter les autres salaires, et pour cela ouvrir les négociations, dans les entreprises, comme dans les 3 fonctions publiques car
 - nous ne sommes pas pour la smicardisation massive de la société, les salaires sont trop bas : la moitié des salariés gagne moins de 1 710 euros en 2018 !² ;
 - au-delà des ouvriers, la moitié des employés, professeurs des écoles, techniciens (les professions intermédiaires) gagne moins de 2 100 euros. Il faut en effet reconnaître les qualifications, c'est une question de justice, une question de dignité, une question d'efficacité (produire correctement).

Par exemple en augmentant chaque premier niveau des grilles dans chaque branche : aussi bien le salaire du smicard que le salaire d'embauche de l'ingénieur, du technicien, mais aussi du professeur ou de l'enseignant du supérieur.

Exemple : un maître de conférences à l'université (bac+8) a pour salaire d'embauche 1 812 euros nets par mois (salaire indiciaire, c'est-à-dire hors primes) !

4. Cela représente plusieurs dizaines de milliards (entre 12 et 18 milliards d'euros pour le SMIC, et peut-être autant pour les autres salaires, donc un total de 40 milliards d'euros).

¹ Certain.e.s smicard.e.s ne travaillent pas à plein temps, donc gagnent, par mois, moins que 1.154 euros. Les caissières, par exemple.

² 90 % des salariés gagnaient en 2014 moins de 3 600 euros par mois, en incluant les ingénieurs, les cadres, les profs, etc. !

5. Il faut aussi augmenter les pensions, dans les mêmes proportions que les salaires, ce qui représente environ 9 milliards d'euros.
6. Il faut également augmenter les minima sociaux dans les mêmes proportions que le SMIC, soit 4 milliards d'euros.

Le montant total des sommes en jeu se situe donc entre 50 et 55 milliards d'euros.

Soulignons enfin qu'il faudrait 135 milliards d'euros pour porter le salaire moyen des femmes au niveau du salaire moyen des hommes.

B - Quels moyens et quelle logique ?

1. Si cela ne se fait pas, c'est que s'y opposent le capital et les grands patrons. Le capital exige son profit et exerce ses pouvoirs. L'adversaire, l'ennemi : c'est le capital et ses pouvoirs, appuyés par l'État d'E. Macron.
2. Il y a énormément d'argent à disposition des entreprises et les banques. Mais il faut l'utiliser autrement. Actuellement, il est utilisé en dividendes (180 milliards d'euros) pour alimenter les grandes fortunes, en charges d'intérêts bancaires (67 milliards d'euros), en spéculation, en évasion fiscale ou en exportations de capitaux (75 milliards d'euros en 2017) sans conditions pour développer l'emploi et la production en France. **Il faut baisser le « coût » du capital (ses prélèvements), pas celui du travail.** Et engager des dépenses nouvelles d'efficacité (R&D, qualifications, investissements nouveaux) qui vont baisser l'ensemble des coûts.

C- Comment ?

En baissant le « coût » du capital (baisser le CICE) + en finançant à taux zéro l'investissement efficace + en attaquant la spéculation, l'évasion fiscale...

- **Premièrement** baisser les dépenses pour le capital, les ultra-riches et la finance (« **partage des richesses** ») : pour payer de meilleurs salaires, il faut baisser le coût du capital, c'est à dire

- **Entreprises** : baisser les prélèvements du capital sur les entreprises : dividendes payés aux actionnaires (180 milliards d'euros) + charges d'intérêts payés aux banques (67 milliards d'euros), en 2017, d'après l'Insee. Cela concerne principalement les grandes entreprises.
- **État**, il faut baisser les intérêts versés aux marchés financiers et banques (42 milliards d'euros par an) et arrêter les cadeaux au grand patronat (CICE : deux fois 20 milliards en 2019 = 40 milliards d'euros).
- **Ménages** : Diminuer la TICPE et toutes les taxes à la consommation, c'est à dire les impôts indirects (TICPE, TVA, etc.), ou seulement proportionnels (CSG) qui sont très inégalitaires et injustes, et revaloriser une fiscalité progressive. Le fond, c'est de ne pas pénaliser ceux qui gagnent de l'argent par leur travail et activité, même quand ils gagnent « bien », mais de taper très fort sur tout ce qui est gagné par l'argent qui dort, le capital, les dividendes, la spéculation, les placements et l'évasion fiscale. Imposer relativement moins les revenus du travail, et plus les revenus du capital des ménages.

Pour les PME-TPE (elles emploient 44 % des smicards des entreprises), il faut un dispositif spécifique : leur faire une avance, à 0 %, en mobilisant notamment le système public bancaire (BPI, CDC, Banque postale). Et leur donner les moyens de rattraper cette hausse par des gains d'efficacité en leur prêtant à taux bas pour investir pour une modernisation efficace : investissement matériel + recherche + formation + qualifications et embauches.

Pour baisser le coût du capital sur les grandes entreprises, deux leviers.

- une fiscalité modulée : taux élevé si beaucoup de dividendes payés aux actionnaires et si les salaires n'augmentent pas, taux plus bas sinon.
- alléger les charges d'intérêts des entreprises : reprise par le pôle public bancaire (BPI, CDC, Banque postale) de leurs emprunts passés, mais en changeant les conditions : en les finançant à 0 %, si les salaires sont augmentés. Cela donne une marge de plusieurs milliards...

- **Deuxièmement : d'autres dépenses, une autre production : R&D et Investissement efficace.** Pour que cela marche, il faut que les entreprises produisent autrement et mieux. Sinon, le surcroît de pouvoir d'achat fera des importations et/ou des licenciements... Il faut donc amener les entreprises à faire d'autres dépenses pour une autre production : R&D, embauches, salaires, qualifications et formation, autre investissement.

Il faut appuyer ces dépenses nouvelles non seulement par la baisse du coût du capital, mais aussi en mobilisant les banques qui doivent appuyer cette transition sociale. Cela permet en plus une transition écologique.

Ni social punitif, ni écologie punitive, mais appui au développement efficace, écologique et social.

Tout le système doit être mobilisé en ce sens, jusqu'à la BCE !

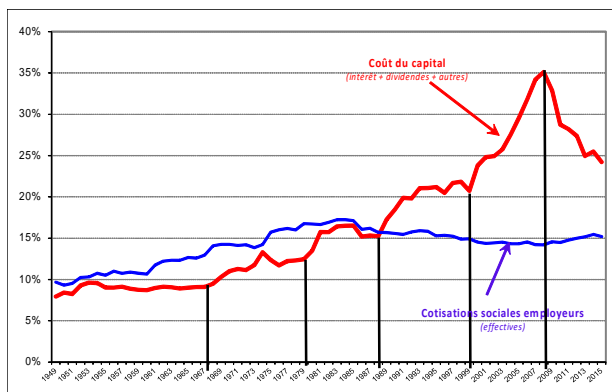
Au-delà de ce qui est possible immédiatement, il faut mettre en cause l'organisation de notre société qui donne tant de pouvoir égoïste aux banques, aux actionnaires, qui organise le monopole du pouvoir aux patrons dans les entreprises, ainsi que l'austérité.

Il faut appuyer une autre logique : avec d'une part un nouveau crédit bancaire et des nationalisations nouvelles, et d'autre part de nouveaux pouvoirs des salariés des entreprises et des habitants sur la gestion des entreprises.

Changer l'utilisation de l'argent public ET « privé » (banques, entreprises).

Coût du capital (entreprises)

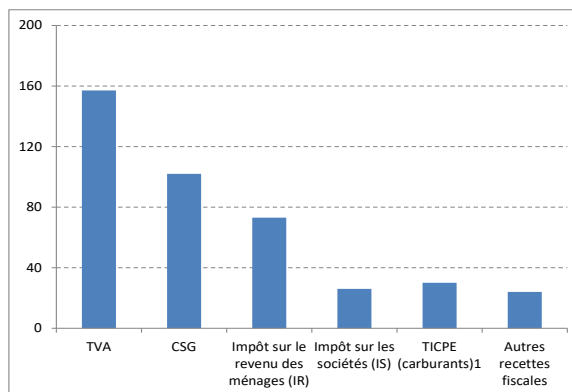
(en % de la valeur ajoutée)



Source : Insee, comptes nationaux

Recettes fiscales 2017

y compris CSG (en milliards d'euros)



Source : Loi de finance rectificative + PLFSS + divers

Quelques recettes fiscales (y compris CSG)

année 2017, en milliards d'euros

	Recettes
TVA (produit brut)	157
CSG	102
Impôt sur le revenu des ménages (IR)	73
Impôt sur les sociétés (IS)	26
TICPE (carburants) ¹	30
Autres recettes fiscales	24
Recettes fiscales	293

¹ dont 17 milliards d'euros pour l'Etat, le reste pour les régions et départements